

Itinérance et cohabitation sociale à Montréal : Positionnements et revendications des acteur.ice.s communautaire du Sud-Ouest et de Verdun

Mémoire de Sofia Mucci présenté à l'office de consultation publique de Montréal dans le cadre de la démarche de consultation Itinérance et cohabitation sociale à Montréal de l'office de consultation publique de Montréal, automne-hiver 2024-2025

Février 2025

Je vous écris en tant qu'intervenant.e dans le milieu des logements sociaux, on parle d'environ 600 personnes pour qui je suis l'unique support communautaire. Comme vous pouvez l'imaginer, la réalité de mon travail ne me permet pas le temps ni l'énergie de bâtir un dossier solide, mais je me dois tout de même de me prononcer sur la base de mon expérience.

Dans le cadre de mon poste je me démène à construire des relations de confiance avec des personnes qui ont été lancées de droite à gauche par les systèmes de santé, services sociaux, judiciaires, d'immigration, etc. ... Je fini par être trop débordé pour leur donner toute l'attention qu'ils méritent. Je les réfère vers les mêmes ressources qui les ont oubliés, qui ont fermé leurs dossiers, et ils se sentent trahis.

Je fais de super belles interventions avec des personnes qui vivent des deuils, des problèmes de santé, ou qui ont besoin d'aide pour comprendre certaines choses, mais la plupart du temps je suis en train d'éteindre des feux alimentés par le Douglas, les centres de détention, et dans le creux de tout ça, la DPJ. Dans certaines habitations, je serais mieux remplacé par un garde de sécurité, ou peut-être aurai-je la capacité de répondre aux besoins si je pouvais être dans 4 endroits en même temps sans complètement perdre la tête et épuiser toutes mes forces.

Selon moi, un des plus grandes embûches à la cohabitation sociale, c'est le manque de cohésion et de suivi entre les institutions. Par exemple, il y a des gens qui finissent à la rue parce que leur travailleur-euse social-e est retraité-e et personne n'a repris leur dossier, ou qui mettent fin à leur vie parce que personne ne suit leur prise de médicaments après avoir été libéré d'un séjour en hôpital psychiatrique. Je blâme le manque de logements semi-autonomes sur personne en particulier, mais mettre plein de gens en HLM qui n'ont pas acquis les capacités de vivre en société de façon autonome et sécuritaire, c'est vraiment pas une solution. Pour être un milieu de réinsertion sociale, ça prendrait des intervenant-e-s sur place à tous les jours plutôt qu'une fois par semaine, des caméras de surveillance et des gardes de sécurité qui protègent les personnes vulnérables après des cas de vol, d'agressions physiques, ou d'exploitation sexuelle (de mineur-e-s ?).

Si on parle d'itinérance, par exemple, il faut savoir que de donner un logement à quelqu'un parce qu'ils ont enfin 60 ans, c'est pas une réponse en soit, c'est juste un début. On peut pas

s'attendre à ce que quelqu'un qui a passé sa vie à fumer du crack et survivre comme possible va bien s'entendre avec ses voisins, par contre ça peut arriver. Cette personne exceptionnelle dont je parle ici m'impressionne à tous les jours. C'est la personne la plus gentille et résiliente que j'ai jamais rencontré, mais j'ai peur qu'on ruine son développement en la jetant aux loups. L'environnement social est tellement toxique que même moi, je ne survivrais pas dans cette habitation. Chacun arrive avec son bagage, c'est certain, mais le milieu de vie en tant que tel semble causer plus de traumatismes qu'autre chose.

En tout cas, je parle de ça dans le contexte de cohabitation sociale et d'itinérance, car c'est vraiment ça un **HLM : un milieu de réinsertion sociale qui n'a pas les ressources pour l'être**. Pour certaines personnes ça fonctionne, on se fait des amis, on décore, on fait notre vie. Pour d'autres, c'est enfin se sentir en sécurité, mais finalement on se fait harceler, on a des punaises qui ne partent jamais, on se fait refuser les soins à domicile par le CLSC donc on vit dans l'insalubrité, et on a une travailleuse sociale qui nous parle plus parce qu'on a des problèmes de consommation et elle comprend pas l'anglais... Ça prend des suivis avec les intervenant.e.s de rue qu'on a connu, même quand on est logé. Ça prend un propriétaire qui protège les droits de logement de tout le monde, pas juste ceux qui causent du trouble. Ça prend un hôpital psychiatrique qui fait de la prévention et pas juste des menaces de nous embarrer. Ça prend des employé-es qui ont des conditions raisonnables pour faire le travail important de soutenir des personnes vulnérables, parce les bons mots ça peut sauver des vies et le contraire est vrai aussi.

Une locataire très créative m'a mentionnée une idée de génie pour collaborer avec des étudiants en stage de psychologie, psychiatrie, et travail social : qu'on leur offre gratuitement un logement pour une durée d'un an en échange d'un certain nombre d'heures à compléter pour les locataires de l'habitation. Je ne dis pas que c'est réaliste, mais juste pour vous démontrer à quel point les gens savent quels sont leurs besoins et sont capables de générer des solutions si on prend la peine de les consulter. De même, je vous remercie pour l'opportunité de m'exprimer, malgré ma frustration avec le sujet, car je suis reconnaissant de pouvoir partager mon expérience sur le terrain et j'espère que vous continuerez d'écouter les personnes qui ont les yeux et le cœur à la bonne place.